



INVITATION A SOUMISSIONNER (RFP) (Biens et services de faible valeur)

Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)- OUAGADOUGOU	DATE : 18/10/2021
	REFERENCE : LGF/002/2021- ETUDE SUR LA PERCEPTION COMMUNAUTAIRE DE LA SECURITE ET LA COHESION SOCIALE DYNAMIQUE DES CONFLITS DROITS DE L'HOMME ET FORCES DE SECURITE DANS LES COMMUNES DE SEYTENGA ET FALAGOUNTOU REGION DU SAHEL

Chère Madame/Cher Monsieur,

Nous vous demandons de bien vouloir nous adresser votre soumission au titre **de la sélection d'un cabinet Etudes sur la perception communautaire de la Sécurité et la cohésion sociale, dynamique des conflits, Droits de l'Homme et forces de sécurité dans les communes de Seytenga et Falagountou.**

Veuillez utiliser le formulaire figurant dans l'annexe 2 jointe aux présentes pour les besoins de la préparation de votre soumission.

Les propositions adressées au Operations Manager, doivent être envoyées par courriel sous format PDF à l'adresse suivante : wasc.soumissions@undp.org; **au plus tard le 28 octobre 2021 à dix-sept heures (17h00) GMT avec la mention de la référence et de l'intitulé de la mission (Recrutement d'un cabinet Etude sur la perception communautaire de la Sécurité et la cohésion sociale, dynamique des conflits, Droits de l'Homme et forces de sécurité dans les communes de Seytenga et Falagountou, Région du Sahel)**

Les offres parvenues hors délai ne sont pas recevables.

Les éventuelles demandes d'informations complémentaires peuvent être soumises à l'adresse e-mail suivante : info.wasc@undp.org;

Il ne sera donné suite qu'aux soumissionnaires pour lesquels l'Organisation aura exprimé un intérêt.

Les soumissionnaires sont invités à demander un accusé de réception si l'envoi de leur dossier est fait par mail. Les dossiers dont la remise tardive sera liée aux problèmes informatiques rencontrés par le soumissionnaire ne seront pas considérés. Les soumissionnaires sont appelés à prendre leurs dispositions pour assurer une remise dans les délais. Pour rappel, le deadline de soumission indique l'heure maximale considérée de remise des offres, cependant les soumissionnaires peuvent remettre leurs offres bien avant celle-ci.

Les propositions devront être exemptes de virus ou contenu corrompu, à défaut de quoi elles seront rejetées.

Votre soumission doit être rédigée en **français** et assortie d'une durée de validité minimum de **90 jours**.

Dans le cadre de la préparation de votre soumission, il vous appartiendra de vous assurer qu'elle parviendra à l'adresse indiquée ci-dessus au plus tard à la date-limite. Les soumissions qui seront reçues par le PNUD postérieurement à la date-limite indiquée ci-dessus, pour quelque raison que ce soit, ne seront pas prises en compte. Si vous transmettez votre

soumission par courrier électronique, veuillez-vous assurer qu'elle est signée, en format .pdf et exempte de virus ou fichiers corrompus.

Les services proposés seront examinés et évalués en fonction de l'exhaustivité et de la conformité de la soumission et du respect des exigences indiquées dans la RFP et dans l'ensemble des autres annexes fournissant des détails sur les exigences du PNUD.

La soumission qui répondra à l'ensemble des exigences, satisfera l'ensemble des critères d'évaluation et possèdera le meilleur rapport qualité/prix sera sélectionnée aux fins d'attribution du contrat. Toute offre qui ne répondra pas aux exigences sera rejetée.

Toute différence entre le prix unitaire et le prix total sera recalculée par le PNUD. Le prix unitaire prévaudra et le prix total sera corrigé. Si le prestataire de services n'accepte pas le prix final basé sur le nouveau calcul et les corrections d'erreurs effectués par le PNUD, sa soumission sera rejetée.

Aucune modification du prix résultant de la hausse des coûts, de l'inflation, de la fluctuation des taux de change ou de tout autre facteur de marché ne sera acceptée par le PNUD après réception de la soumission. Lors de l'attribution du contrat ou du bon de commande, le PNUD se réserve le droit de modifier (à la hausse ou à la baisse) la quantité des services et/ou des biens, dans la limite de vingt-cinq pour cent (25 %) du montant total de l'offre, sans modification du prix unitaire ou des autres conditions.

Tout contrat ou bon de commande qui sera délivré au titre de la présente RFP sera soumis aux conditions générales jointes aux présentes. Le simple dépôt d'une soumission emporte acceptation sans réserve par le prestataire de services des conditions générales du PNUD figurant à l'annexe 3 des présentes.

Veuillez noter que le PNUD n'est pas tenu d'accepter une quelconque soumission ou d'attribuer un contrat/bon de commande et n'est pas responsable des coûts liés à la préparation et au dépôt d'une soumission par le prestataire de services, quels que soient le résultat ou les modalités du processus de sélection.

La procédure de contestation que le PNUD met à la disposition des fournisseurs a pour but de permettre aux personnes ou entreprises non retenues pour l'attribution d'un bon de commande ou d'un contrat de faire appel dans le cadre d'une procédure de mise en concurrence. Si vous estimez que vous n'avez pas été traité de manière équitable, vous pouvez obtenir des informations détaillées sur les procédures de contestation ouvertes aux fournisseurs à l'adresse suivante : <http://www.undp.org/content/undp/en/home/operations/procurement/protestandsanctions/>.

Le PNUD encourage chaque prestataire de services potentiel à éviter et à prévenir les conflits d'intérêts en indiquant au PNUD si vous-même, l'une de vos sociétés affiliées ou un membre de votre personnel a participé à la préparation des exigences, du projet, des spécifications, des estimations des coûts et des autres informations utilisées dans la présente RFP.

Le PNUD applique une politique de tolérance zéro vis-à-vis des fraudes et autres pratiques interdites et s'est engagé à prévenir, identifier et sanctionner l'ensemble de ces actes et pratiques préjudiciables au PNUD, ainsi qu'aux tiers participant aux activités du PNUD. Le PNUD attend de ses fournisseurs qu'ils respectent le code de conduite à l'intention des fournisseurs de l'Organisation des Nations Unies qui peut être consulté par l'intermédiaire du lien suivant : http://www.un.org/depts/ptd/pdf/conduct_english.pdf

Nous vous remercions et attendons avec intérêt votre soumission.

Cordialement,



Annexe 1

Description des exigences

Contexte	Voir Termes de référence ci-dessous
Partenaire de réalisation du PNUD	N/A
Brève description des services requis ¹	ETUDE SUR LA PERCEPTION COMMUNAUTAIRE DE LA SECURITE ET LA COHESION SOCIALE DYNAMIQUE DES CONFLITS DROITS DE L'HOMME ET FORCES DE SECURITE DANS LES COMMUNES DE SEYTENGA ET FALAGOUNTOU REGION DU SAHEL

¹ Des TOR peuvent être joints si les informations énumérées dans la présente annexe ne suffisent pas à décrire de manière exhaustive la nature des prestations et les autres détails relatifs aux exigences.

Liste et description des prestations attendues	Objectif global : Dans le cadre de ce mandat, il est attendu du Bureau d'Etudes/Groupement d'Experts et de consultants, l'atteinte des objectifs suivants : • Réaliser des enquêtes sur la perception communautaire de la sécurité et de la cohésion sociale, servant notamment de base à mesurer les progrès réalisés pour l'atteinte des objectifs de stabilisation ; • Faire une analyse des conflits basée sur la dynamique des conflits au niveau local et l'évaluation de la sensibilité aux conflits ; Faire une évaluation en matière des Droits de l'Homme pour les forces de sécurité qui participeront et bénéficieront de la stabilisation immédiate. Le Cabinet mobilisera une équipe composée d'experts nationaux ayant les profils requis pour cette étude : • Un expert senior en défense et sécurité • Un expert junior en droit • Un expert junior en sociologie • Trois assistants enquêteurs. Les principales aptitudes, compétences générales exigées du Cabinet d'études se résument comme suit : • Une expérience professionnelle d'au moins 5 ans dans un domaine connexe lié à la sécurité publique, sciences politiques ou stratégies militaires. La préférence sera donnée aux cabinets ayant une expérience dans les études ou enquêtes sécuritaires similaires et ayant une expérience de travail avec les Nations Unies ou d'autres organisations internationales; • Une connaissance et expérience dans les évaluations sécuritaires et de l'analyse sur les interactions entre les défenseurs des Droits de l'Homme et les forces de sécurités en milieu communautaire ;
---	---

	• Une expérience de travail avec les communautés locales, approche participative approfondie ; • Une expérience dans la collecte et l'analyse de données ; • Une preuve de la bonne exécution du contrat de même nature et au moins trois lettres de référence ; • La disponibilité à démarrer la mission immédiatement après la signature du contrat ; • Une sensibilité démontrée au contexte du programme stabilisation et aux aspects liés au genre et aux jeunes. Les membres du Cabinet retenus devront prendre toutes les dispositions nécessaires pour faire les formations sécuritaires requises avant tout démarrage de mission (ces certificats sont obtenus en ligne, le PNUD fournira tous les détails aux membres désignés au moment de l'attribution du contrat).			
Personne devant superviser le travail/les prestations du prestataire de services	Sous la supervision du Programme Manager du PNUD au Burkina Faso et en étroite collaboration avec toutes les parties prenantes, le Cabinet d'Etudes sera responsable de la compilation et de l'assurance qualité de tous les rapports et documents produits conformément aux directives du PNUD.			
Fréquence des rapports	Le cabinet fournira un rapport global de l'étude présentant les résultats de l'étude, les principales conclusions et les recommandations. Le Cabinet transmettra au PNUD un rapport de démarrage une semaine après la signature du contrat.			
Exigences en matière de rapport d'avancement	Le rapport devra comprendre une situation analytique et quantitative des besoins en termes de gaps et préoccupations sécuritaires transversaux susceptibles nécessaires à la mise en œuvre des opérations de stabilisation dans les communes de Seytenga et Falangountou. Des annexes plus détaillées résultant des enquêtes comportant des éléments sur les problèmes sécuritaires, les régimes des conflits locaux et de cohésion sociale dans les 02communes seront attendus du cabinet ou du groupement de consultants.			
Lieu des prestations	Sur la base des critères préalablement définis par les autorités administratives, militaires et les représentants des organisations communautaires des zones concernés à savoir la région de l'Est, Centre-Nord, Nord et du Sahel, les communes de Seytenga et Falagountou ont été retenus comme sites pilotes au Burkina Faso.			
Durée prévue des prestations	La durée de la mission est de 35 jours ouvrables; elle s'étale sur la période allant de début septembre à la mi-octobre 2021. Le Cabinet ou devra établir un chronogramme général pour la mise en œuvre de l'étude et un plan de travail détaillé de chaque expert.			
Date de commencement prévue	Cinq (05) jours après la signature du contrat			
Date-limite d'achèvement	40 jours après la signature du contrat.			
Déplacements prévus	Destinations	Durée prévue	Brève description de l'objet du déplacement	

	Régions du Sahel, du Nord, de l'Est et du Centre	14 jours	Collecte de données et rencontres avec les acteurs locaux.	
Exigences particulières en matière de sécurité				
Equipements à fournir par le PNUD (doivent être exclus du prix offert)	<i>Documentation si nécessaire/requise</i>			
Calendrier d'exécution indiquant la composition et la chronologie des activités/sous-activités	Requis A fournir par le prestataire dans la soumission ou après signature du contrat en consultation avec le Programme/Facility Liptako-Gourma.			
Noms et curriculum vitae des personnes qui participeront à la fourniture des services	Requis			
Devise de la soumission	Devise locale (CFA)			
Taxe sur la valeur ajoutée applicable au prix offert ²	Doit exclure la TVA et autres impôts indirects applicables			
Durée de validité des soumissions (à compter du dernier jour de dépôt des soumissions)	90 jours Dans certaines circonstances exceptionnelles, le PNUD pourra demander au soumissionnaire de proroger la durée de validité de sa soumission au-delà de qui aura été initialement indiqué dans la présente RFP. La soumission devra alors confirmer par écrit la prorogation, sans aucune modification de la soumission.			
Soumissions partielles	Interdites			

² L'exonération de TVA varie d'un pays à l'autre. Veuillez cocher ce qui est applicable au CO/BU du PNUD demandant les services.

Conditions de paiement			
	Prestations	Pourcentage	Calendrier de soumission
	Livrable 1 : • Un (1) rapport de démarrage de la mission assorti d'une note méthodologique, d'un plan de travail et d'un chronogramme détaillé.	30%	10 jours
	Livrable 2 : • Un rapport provisoire d'analyse approfondie de la perception communautaire de la sécurité contenant (i) les données thématiques collectées auprès des parties prenantes, (ii) une situation de référence et (iii) une évaluation des besoins/gaps en termes de couverture de sécurité a niveau locale.	30%	15 jours
	Livrable 3 : Un rapport d'atelier de validation des résultats des évaluations est élaboré et validé	40%	10 jours

	Condition de versement du paiement : a) Sous trente (30) jours à compter de la date à laquelle les conditions suivantes seront respectées : b) l'acceptation écrite par le PNUD de la qualité des prestations (et non pas leur simple réception) ; et la réception de la facture du prestataire de services.
Personne(s) devant examiner/inspecter/approuver les prestations/les services achevés et autoriser le versement du paiement	Point Focal: Programme Manager du Projet Liptako-Gourma
Type de contrat devant être signé	Contrat de services professionnels (cabinet d'expertise en la matière)

Critère d'attribution du contrat	L'offre ayant obtenue la meilleure note combinée issue de l'offre technique et de l'offre financière, avec une pondération de 70/30 Acceptation sans réserve des conditions générales du contrat du PNUD (CGC). Il s'agit d'un critère obligatoire qui ne peut pas être supprimé, quelle que soit la nature des services demandés. La non-acceptation des CGC peut constituer un motif de rejet de la soumission.		
Critère d'évaluation de la soumission	Les Cabinets d'Etudes intéressés doivent inclure dans leurs offres les documents/informations ci-dessous : 1. Proposition technique : • Une note explicative sur la compréhension des termes de référence et des atouts présentés par le Bureau pour cette Demande De propositions ; • Une brève présentation de l'approche méthodologique et de l'organisation envisagée de la mission (chronogramme et plan de travail) ; • Les CV de l'équipe constitutif incluant notamment les expériences acquises dans les études et évaluations similaires ou connexes et 3 références professionnelles. • L'évaluation des propositions se déroule en deux temps. L'évaluation de la proposition technique est achevée avant l'ouverture et la comparaison des propositions financières. La proposition financière ne sera ouverte que pour les soumissions qui auront reçu la note technique de 70% sur un score total maximum de 100 points pour ce qui est de l'évaluation des propositions techniques. La proposition technique est évaluée sur la base de son degré de réponse à la mission (Termes de Référence).		
	Critères	Points	
	Expérience spécifique dans les domaines des études similaires avec le PNUD, le système des Nations Unies et autres ONG	20	
	Les experts proposés par le cabinet ou le groupement de consultants répondent-ils aux critères de qualification et d'expérience prévu dans les TDR pour chacun d'eux	20	
	L'approche méthodologique proposé est-elle claire et appropriée aux résultats décrits/attendus dans les termes de référence ?	40	

	Le chronogramme/plan de travail proposé est-il cohérent et réaliste pour garantir la réalisation effective des principaux livrables attendus de la mission comme explicité dans les TDR ?	20
	Total note technique	100
2. Proposition financière : • A la deuxième étape, les offres financières de tous les prestataires ayant obtenu la note technique minimale de 70% lors de l'évaluation technique seront comparées. Le contrat sera adjugé à la structure proposant l'offre la mieux disant (l'offre ayant obtenue la meilleure note combinée issue de l'offre technique et de l'offre financière, avec une pondération de 70/30). Dans une deuxième étape du processus d'évaluation, les enveloppes financières seront ouvertes et les offres financières comparées ; une note financière sera calculée pour chaque proposition sur la base de la formule : - Note financière A = [(Offre financière la moins disante) / Offre financière de A] x 30 Le Soumissionnaire avec le cumul de notes (Technique + Financière) le plus élevé sera retenu pour le contrat. Le Cabinet fait sa proposition financière suivant le Tableau des coûts dans l'Annexe II (Lettre de soumission au PNUD). Il doit proposer un montant forfaitaire et présenter, dans le Tableau des coûts, la ventilation de ce montant forfaitaire. Le Bureau devra inclure tous les frais lui permettant d'exécuter la mission suivant la durée prévue. Les paiements seront effectués sur la base de la production des livrables		
Le PNUD attribuera le contrat à :	Un seul et unique prestataire qui doit être un cabinet de prestation de services	
Annexes de la présente RFP ³	Formulaire de présentation de la soumission (annexe 2) Conditions générales / Conditions particulières (annexe 3) ⁴ TOR détaillés	

Personnes à contacter pour les demandes de renseignements (Demandes de renseignements écrites uniquement) ⁴	Regionalstabilisation.infos@undp.org ; Les réponses tardives du PNUD ne pourront pas servir de prétexte à la prorogation de la date-limite de dépôt des soumissions, sauf si le PNUD estime qu'une telle prorogation est nécessaire et communique une nouvelle date-limite aux soumissionnaires.
--	---

³ Si les informations sont disponibles sur le Web, il est possible de ne fournir qu'un simple URL permettant d'y accéder. ⁴ Il est signalé aux prestataires de services que la non-acceptation des conditions générales (CG) peut constituer un motif d'élimination du présent processus d'achat.

⁴ La personne à contacter et l'adresse sont indiquées à titre officiel par le PNUD. Si des demandes de renseignements sont adressées à d'autres personnes ou adresses, même s'il s'agit de fonctionnaires du PNUD, le PNUD ne sera pas tenu d'y répondre et ne pourra pas confirmer leur réception.

Autres informations	La qualité du travail et le respect des délais de remise des rapports sont d'une importance capitale.
---------------------	---

TERMES DE REFERENCE

1. Informations sur le poste

- **Intitulé du Poste** : Etude sur la perception communautaire de la Sécurité et la cohésion sociale, dynamique des conflits, Droits de l'Homme et forces de sécurité dans les communes de Seytenga et Falagountou
- **Niveau du (des) Poste (s) ou Prestation** : Cabinet d'Etudes
- **Type de contrat** : Contrat de service - entreprise
- **Type d'affectation (Home based ou sur site)** : à domicile et sur le terrain
- **Durée de la mission** : 35 jours ouvrables
- **Date prévue de démarrage** : Dès signature du contrat

2. Contexte et Justification

Depuis 2012 la région du Liptako Gourma est confrontée à une instabilité chronique, exacerbée par les attaques violentes récurrentes des Groupes Armés Terroristes (GAT) de l'Etat Islamique au Grand Sahara (EIGS) et de Groupes de Soutien à l'Islam et aux Musulmans (GSIM) et leurs affiliés (Ansarul Islam et Katibat Macina). Cette situation d'insécurité et de violence a atteint son paroxysme avec les plus violentes attaques jamais perpétrées. L'on a enregistré entre 2015 et 2020 des centaines d'incidents meurtriers toutes catégories confondues, ayant occasionné la mort de plusieurs centaines de personnes (environ 300 personnes), dont au moins 180 victimes pour les deux dernières années. A cette situation d'insécurité et de violence viennent s'ajouter d'autres facteurs déstabilisateurs, notamment les tensions et conflits locaux (intra et intercommunautaires), le vol de bétail, les prélèvements de zakat sur les populations, l'afflux important des réfugiés et déplacés internes, des difficultés économiques accrues, conséquences de l'instauration de l'état d'urgence sur la quasi-totalité de la région du Liptako-Gourma.

La région du Sahel du Burkina Faso est une composante du Liptako-Gourma ayant des frontières communes le Mali et le Niger encore appelée zone des trois (3) frontières. Elle est également, l'épicentre de l'escalade de violences qui embrasent le Nord et l'Est du pays. Les facteurs conducteurs des conflits comportent un mélange complexe de griefs politiques, d'idéologies djihadistes, de conflits pour l'accès ou le partage des ressources naturelles, de la protection des intérêts liés à la criminalité organisée, de conflits inter- et intra-communautaires liés aux rivalités dans la conquête de la chefferie traditionnelle, etc. Les acteurs des violences comprennent plusieurs groupes extrémistes violents, des mouvements politiques armés, des Groupes Criminels organisés (GCO), des groupes d'auto-défense et des milices dont certains coopèrent également, ouvertement ou tacitement, autour d'intérêts communs. Ces dernières années, la zone a enregistré plusieurs dizaines d'incidents meurtriers dont les derniers en date à Solham qui ont causé la mort de 160 personnes et plus de 30 blessés parmi lesquelles plusieurs femmes et enfants. A ce climat d'insécurité s'ajoute l'afflux important des réfugiés et déplacés internes et des difficultés économiques accrues. Les mesures de sécurité prises par l'Etat, y compris les états d'urgence et couvre-feux, l'interdiction des motos et les limitations de la tenue des marchés locaux, ont encore érodé la confiance des populations envers lui, car elles subissent le double fardeau des attaques violentes et des mesures antiterroristes qui, prises ensemble, compromettent leur mobilité et leurs moyens de subsistance.

Dans un contexte de dynamique de retour à la gouvernance pacifique, le PNUD s'inscrit dans la mouvance de l'amélioration de la coordination et la coopération entre les forces de défense et les civils afin que l'action militaire tactiquement réussie soit soutenue par des capacités nationales et régionales, un renforcement de la présence de l'Etat, l'accès aux services sociaux de base et un appui pour l'amélioration des moyens de subsistance pour les ménages, dans l'objectif global de réduire ou d'éliminer la violence, bâtir la confiance et d'établir les conditions préalables pour s'attaquer aux causes profondes des conflits et des griefs politiques. Pour y parvenir, le PNUD en étroite collaboration avec l'ALG, a élaboré en 2020 un Plan d'initiation du Projet (PIP) de la facilité de Stabilisation dans le Liptako-Gourma. C'est dans le cadre de l'opérationnalisation de ce plan au niveau national que le PNUD Burkina à travers sa Fenêtre Nationale de Stabilisation se propose de faire une évaluation sécuritaire immédiate et rapide pour s'assurer de la garantie et de la durabilité des interventions de terrain orientées vers :

- La réhabilitation de l'infrastructure essentielle et des services de base ; physique et l'accès à la justice ;
- La revitalisation de l'économie locale.
- La Sécurité

La présente consultation vise à accompagner la mise en œuvre du programme de Stabilisation immédiate par une analyse de la situation sécuritaire, de la dynamique des conflits et des interactions Droits de l'Homme, cohésion sociale et forces de sécurité au sein des communautés afin de mieux calibrer la réponse programmatique.

3. Zones couvertes par l'étude

Sur la base des critères préalablement définis par les autorités administratives, militaires et les représentants des organisations communautaires des zones concernées à savoir la région de l'Est, Centre-Nord, Nord et du Sahel, les communes de Seytenga et Falagountou ont été retenues comme sites pilotes au Burkina Faso.

4. Objectifs de la consultation

Dans le cadre de ce mandat, il est attendu du Bureau d'Etudes/Groupement d'Experts et de consultants, l'atteinte des objectifs suivants :

- Réaliser des enquêtes sur la perception communautaire de la sécurité et de la cohésion sociale, servant notamment de base à mesurer les progrès réalisés pour l'atteinte des objectifs de stabilisation ;
- Faire une analyse des conflits basée sur la dynamique des conflits au niveau local et l'évaluation de la sensibilité aux conflits ;
- Faire une évaluation en matière des Droits de l'Homme pour les forces de sécurité qui participeront et bénéficieront de la stabilisation immédiate

Le rapport devra comprendre une situation analytique et quantitative des besoins en termes de gaps et préoccupations sécuritaires transversaux susceptibles nécessaires à la mise en œuvre des opérations de stabilisation dans les communes de Seytenga et Falagountou . Des annexes plus détaillées résultant des enquêtes comportant des éléments sur les problèmes sécuritaires, les régimes des conflits locaux et de cohésion sociale dans les 02communes seront attendus du cabinet ou du groupement de consultants.

5. Composition, responsabilités et tâches

Sous la supervision du Programme Manager du PNUD au Burkina Faso et en étroite collaboration avec toutes les parties prenantes, le Cabinet d'Etudes sera responsable de la compilation et de l'assurance qualité de tous les rapports et documents produits conformément aux directives du PNUD.

Le Cabinet mobilisera une équipe composée d'experts nationaux ayant les profils requis pour cette étude:

- Un expert senior en défense et sécurité du niveau du doctorat ou du master au moins avec 05 ans d'expérience
- Un expert junior en droit du niveau du Master avec 05 ans d'expérience ;
- Un expert junior sociologie du niveau du Master avec 05 ans d'expérience
- Trois assistants enquêteurs avec au moins trois ans d'expérience.

6. Livrables attendus de la mission

Livrables	Délai (jours)	%
-----------	---------------	---

Livrable 1 : Un (1) rapport de démarrage de la mission assorti d'une note méthodologique, d'un plan de travail et d'un chronogramme détaillé des activités.	10	30
Livrable 2 : Un rapport provisoire d'analyse approfondie de la perception communautaire de la sécurité contenant (i) les données thématiques collectées auprès des parties prenantes, (ii) une situation de référence et (iii) une évaluation des besoins/gaps en termes de couverture de sécurité a niveau locale.	15	30
Livrable 3 : Un rapport d'atelier de validation des résultats des évaluations est élaboré et validé.	10	40
Total	35	100

7. Durée de la mission et Chronogramme

La durée de la mission est de 35 jours ouvrables ; elle s'étale sur la période allant de fin Septembre à fin octobre 2021. Le Cabinet devra établir un chronogramme général pour la mise en œuvre de l'étude et un plan de travail détaillé de chaque expert.

8. Qualifications et expériences requises du Cabinet

8.1 Les principales aptitudes, compétences générales exigées du Cabinet d'études se résument comme suit

- Une expérience professionnelle d'au moins 5 ans dans un domaine connexe lié à la sécurité publique, sciences politiques ou stratégies militaires. La préférence sera donnée aux cabinets ayant une expérience dans les études ou enquêtes sécuritaires similaires et ayant une expérience de travail avec les Nations Unies ou d'autres organisations internationales ;
- Une connaissance et expérience dans les évaluations sécuritaires et de l'analyse sur les interactions entre les défenseurs des Droits de l'Homme et les forces de sécurités en milieu communautaire
- Une expérience de travail avec les communautés locales, approche participative approfondie ;
- Une expérience dans la collecte et l'analyse de données ;
- Une preuve de la bonne exécution du contrat de même nature et au moins trois lettres de référence ;
- La disponibilité à démarrer la mission immédiatement après la signature du contrat ;
- Une sensibilité démontrée au contexte du programme stabilisation et aux aspects liés au genre et aux jeunes.

8.2 Les principales aptitudes, compétences générales exigées du personnel clé se résument comme suit :

Le personnel clé (experts) doivent justifier les compétences citées ci-dessus.

- Un expert senior en défense et sécurité du niveau du doctorat ou du master au moins avec 05 ans d'expérience
- Un expert junior en droit du niveau du Master avec 05 ans d'expérience ; • Un expert junior sociologie du niveau du Master avec 05 ans d'expérience
- Trois assistants enquêteurs avec au moins trois ans d'expérience.

Annexe 2

FORMULAIRE DE PRESENTATION DE LA SOUMISSION DU PRESTATAIRE DE SERVICES⁶

(Le présent formulaire doit être soumis uniquement sur le papier à en-tête officiel du prestataire de services⁷)

[insérez le lieu et la date] A : [insérez le nom et l'adresse du coordonateur du PNUD]

Chère Madame/Cher Monsieur,

Le prestataire de services soussigné accepte par les présentes de fournir les prestations suivantes au PNUD conformément aux exigences définies dans la RFP en date du [précisez la date] et dans l'ensemble de ses annexes, ainsi qu'aux dispositions des conditions contractuelles générales du PNUD.

A. Qualifications du prestataire de services

Le prestataire de services doit décrire et expliquer les raisons pour lesquelles il est le mieux à même de répondre aux exigences du PNUD en indiquant ce qui suit :

- a) Profil– décrivant la nature de l’activité, le domaine d’expertise, les licences, certifications, accréditations ;
- b) Licences commerciales – documents d’immatriculation, attestation du paiement des impôts, etc. ;
- c) Etats financiers vérifiés les plus récents – état des résultat et bilan pour témoigner de sa stabilité financière, de sa liquidité, de sa solvabilité et de sa réputation sur le marché, etc. ;
- d) Antécédents – liste des clients ayant bénéficié de prestations similaires à celles que demande le PNUD, contenant une description de l’objet du contrat, de la durée du contrat, de la valeur du contrat et des références à contacter ;
- e) Certificats et accréditations – y compris les certificats de qualité, les enregistrements de brevets, les certificats de viabilité environnementale, etc.
- f) Déclaration écrite de non-inscription sur la liste 1267/1989 du Conseil de sécurité de l’ONU, sur la liste de la division des achats de l’ONU ou sur toute autre liste d’exclusion de l’ONU.

B. Méthodologie proposée pour la fourniture des services

Le prestataire de services doit décrire la manière dont il entend répondre aux exigences du PNUD en fournissant une description détaillée des modalités d’exécution essentielles, des conditions d’information et des mécanismes d’assurance de la qualité qui seront mis en œuvre et en démontrant que la méthodologie proposée sera adaptée aux conditions locales et au contexte des prestations.

C. Qualifications du personnel clé

⁶ Ceci sert de guide au prestataire de services dans le cadre de la préparation de sa soumission.

⁷ Le papier à en-tête officiel doit indiquer les coordonnées – adresses, courrier électronique, numéros de téléphone et de fax – aux fins de vérification.

Si la RFP en fait la demande, le prestataire de services doit fournir :

- a) les noms et qualifications des membres du personnel clé qui fourniront les services, en indiquant qui assumera les fonctions de chef d’équipe, qui aura un rôle de soutien, etc. ;
- b) des CV témoignant des qualifications des intéressés doivent être fournis si la RFP en fait la demande ; et
- c) la confirmation écrite par chaque membre du personnel qu’il sera disponible pendant toute la durée du contrat.

Annexe 3 TABLEAU DES COUTS

Il est demandé à chaque cabinet soumissionnaire de présenter son enveloppe financière sur la base d’une estimation de temps requis pour faire l’audit d’un projet et les catégories et nombre de personnels qui seront mobilisés pour la mission d’audit.

Le Cabinet soumissionnaire présentera son budget horaire conformément au tableau ci-dessous :

Budget horaire par catégorie de personnel et par montant des dépenses de l’offre globale.

L'offre financière doit être basée sur 35 jours de travail suivant les termes de références.

N°	Désignation	Unité	Prix Unitaires	Montants
	Expert Senior en défense et sécurité	Homme/jour		
	Expert junior en droit 1	Homme/jour		
	Expert junior en sociologie 2	Homme/jour		
	03 Assistants Enquêteurs	Homme/jour		
	Equipements/Matériels	Forfait		
	Edition de rapports et frais divers pour l'exécution de la mission	Forfait		
	Montant Total			

[Nom et signature de la personne habilitée par le prestataire de services] [Fonctions] [Date]